

*Les réactionnaires médiatiques :
de la théorie du déclin à celle
du « grand remplacement »*

Si l'univers politique a dérivé vers une radicalisation droitière sur fond de xénophobie ambiante, que dire du champ intellectuel, qui s'est aventuré beaucoup plus loin encore ? L'origine du mal est bien identifiée : un rejet, une haine paranoïaque de l'immigration postcoloniale et des jeunes de banlieue, la hantise d'une perte irrémédiable des « valeurs » (de l'Occident chrétien, de la France, de la République, de l'école, etc.) mais aussi que la population blanche soit submergée par les populations du Sud, autrement dit la peur du « grand remplacement ». La colonisation inversée. La fin de la « France blanche ».

Les victimes seront coupables

L'un des phénomènes les plus marquants est le renversement des perspectives de l'antiracisme. D'une défense des minorités qui avait émergé sous diverses formes parallèlement à la montée du Front national, dans les années 1980, nous sommes passés dans les années 2000 à une dénonciation globale de ces minorités, accusées d'être à l'origine de l'antisémitisme, du « racisme anti-Blancs », de la

haine de la France et même du racisme dont elles sont victimes.

Ainsi, à en croire Alain Finkielkraut, le racisme aujourd'hui ne se nicherait plus à l'extrême droite, sinon de manière résiduelle, mais bien chez les antiracistes, se transformant en « haine antiraciste ». Le raisonnement est alambiqué, pour ne pas dire paradoxal, mais il est de plus en plus entendu : l'antiracisme serait en vérité pétri de culpabilité et de haine de soi, ce qui l'amènerait à soutenir la diversité dans laquelle se développe le véritable racisme contemporain : l'antisémitisme et le « racisme anti-Blancs » dans les quartiers, comme au sein des fractions propalestiniennes dévoyées par l'islam radical.

Le thème du « racisme anti-Blancs », vieille marotte de l'extrême droite qui trouve sa source dans la théorie de la « lutte des races » des années 1930, a été de nouveau popularisé par une pétition lancée par Alain Finkielkraut, Bernard Kouchner et Jacques Julliard dénonçant les « ratonnades anti-Blancs » après une série d'agressions lors des manifestations lycéennes de mars 2005. Plus largement, l'antisionisme masquerait souvent selon eux un antisémitisme larvé dans les formations d'extrême gauche. Pascal Bruckner et d'autres partagent cette approche qui transforme le « damné de la Terre » en bourreau ¹, menaçant les fondements mêmes de la civilisation occidentale désormais légitime à défendre ses valeurs et son mode de vie.

Si certaines dérives de l'antisionisme sont avérées et visibles, tout le problème du raisonnement d'Alain Finkielkraut tient à son outrance : c'est l'extrême gauche dans son ensemble qui serait disqualifiée et la critique de la politique

1 Pascal BRUCKNER, *La Tyrannie de la pénitence*, Grasset, Paris, 2006 ; *idem*, *Le Sanglot de l'homme blanc*, Seuil, Paris, 1993.

d'Israël constituerait en soi une preuve d'antisémitisme¹. Mais, surtout, les minorités postcoloniales – toujours visées par l'auteur – sont rendues responsables des discriminations : les « jeunes de banlieue » (entendez : les descendants de Maghrébins et d'Afro-Antillais) s'habilleraient mal, parleraient mal, cultiveraient l'entre-soi et mépriseraient la « culture » (entendez : la *culture classique* apprise en classe préparatoire) ; le refus des employeurs de les embaucher serait donc légitime.

À partir de ce schéma de pensée, la dérive vers les discours de la droite extrême d'Alain Finkielkraut n'a fait que s'accroître de 2000 à 2015, une période de montée du rejet de l'islam, de durcissement des appareils législatifs et policiers contre l'immigration, mais aussi de discours décliniste omniprésent. On n'en finirait pas de citer toutes les phrases prononcées par l'intellectuel médiatique depuis la fameuse interview au journal israélien *Haaretz*². Alain Finkielkraut s'est fait le défenseur acharné et persistant des « Français de souche », des « promesses de la République » dans une vision désormais quasi eschatologique du « déclin français » provoqué par le fractionnement de la nation sous la poussée des communautarismes.

S'il est difficile de comprendre sa trajectoire intellectuelle, elle paraît marquée par une double rupture : celle de 2001, avec les attentats du 11 septembre – la période du « péril rouge », objet des premiers combats d'Alain Finkielkraut, est remplacée par celle du « péril vert » –, puis celle de

-
- 1 Comme le montre l'épisode hallucinant de l'affaire Edgar Morin, accusé d'antisémitisme par deux associations en 2002 pour avoir coécrit un article dans *Le Monde*. Alain Finkielkraut se dira « frappé d'épouvante » par le texte en question, soutenant indirectement cette action.
 - 2 « Ils ne sont pas malheureux, ils sont musulmans », *Haaretz*, 18 novembre 2005. La traduction anglaise du *Haaretz* a modifié le titre hébreu et propose « What sort of Frenchmen are they ? » (« Quelle sorte de Français sont-ils ? »). Le titre en une du supplément, sous la photo d'Alain Finkielkraut, est « Vous les Israéliens, vous me comprenez ».

2005, avec les émeutes urbaines – les jeunes déclassés portaient au cœur de la nation le danger identifié sur le plan géopolitique quatre ans plus tôt.

L'itinéraire d'Alain Finkielkraut est révélateur d'un double symptôme.

Guillaume Weill-Raynal¹, juriste, et l'historienne-sénatrice Esther Benbassa ont montré comment certains intellectuels juifs de gauche ont fait volte-face dans le même contexte, pour des raisons comparables. Quel en est le sens ? D'après nous, il témoigne en vérité d'une forme de circularité des oppositions. D'un côté, la conjoncture 2000-2015 est effectivement marquée par le développement des « banlieues de l'islam », de la pénétration du salafisme dans les quartiers, de la radicalisation d'une frange très minoritaire mais très visible de la jeunesse et de l'apparition d'un antisémitisme local. De l'autre, la certitude que ce mouvement menace non seulement les juifs – sentiment attisé par une série d'agressions clairement antisémites –, mais la société française tout entière tend à légitimer la stigmatisation des musulmans dans leur ensemble, et en particulier de ceux résidant dans les quartiers populaires.

Tous les problèmes sociaux sont niés au profit d'un éclairage culturaliste, essentialiste, qui fait, au fond, des immigrés postcoloniaux et de leurs descendants des ennemis naturels². Les différents discours s'alimentent les uns les autres, dans une dynamique de radicalisation fondée sur la peur. C'est probablement ce qui explique la dérive vers les extrêmes d'Alain Finkielkraut et d'autres intellectuels médiatiques, dont la variante politique est incarnée par Robert Ménard. Le plus frappant est que cette dérive répond

1 Guillaume WEILL-RAYNAL, « La "communauté juive" française, la gauche et le "racisme anti-Blancs" », in Sylvie LAURENT et Thierry LECLÈRE (dir.), *De quelle couleur sont les Blancs ?*, op. cit., p. 262-268.

2 L'ouvrage d'Hugues LAGRANGE, *Le Dénî des cultures* (Seuil, Paris, 2010), a donné un vernis scientifique à ce préjugé.

aussi, en miroir, à celle de certains groupes de l'ultragauche vers l'antisémitisme : Alain Finkielkraut défend ainsi l'écrivain Renaud Camus, théoricien du « grand remplacement », inclinant fortement à l'antisémitisme ¹. Une alliance sacrée, au nom de la « France éternelle », contre les hordes barbares.

Le second symptôme est la victoire désormais bien établie de la pensée mue par l'angoisse, le déclinisme et la certitude que les immigrés sont non seulement un problème, mais une menace. Cette victoire est lisible dans le parcours même d'Alain Finkielkraut : non seulement les multiples procès pour propos racistes ou diffamatoires ne lui ont pas valu l'opprobre, mais il en a tiré une renommée toujours plus grande, jusqu'à être élu à l'Académie française, le 10 avril 2014. De fait, depuis le tournant des années 2000, le paysage médiatique est saturé par les penseurs « contre-révolutionnaires », qui reçoivent tous les honneurs des médias, et par un nombre croissant de responsables politiques qui diffusent et reprennent leurs idées.

Il est d'ailleurs remarquable de constater que le thème de la République, traditionnellement de gauche, a été capté par ces élites classées à droite, de Laurent Bouvet à Renaud Camus, d'Élisabeth Lévy à Éric Zemmour. Rivalisant pour briser les tabous de la « pensée unique », ces « intellos médiatiques » nous entraînent dans un véritable maelström de transgressions, à tel point que l'audace n'est plus désormais de hurler avec les loups ou de défendre les églises abandonnées pour qu'elles ne soient pas transformées en lieu de culte musulman ², mais de défendre les minorités, l'égalité hommes/femmes, la prise en compte des inégalités sociales et

1 Guy BIRENBAUM et Yvan GATTEGNO, « Les obsessions raciales de Renaud Camus », *Le Monde*, 3 août 2000.

2 Voir, dans *Valeurs actuelles*, l'appel de Denis Tillinac « Touche pas à mon église ! », le 9 juillet 2015, signé par de nombreuses personnalités, de Nicolas Sarkozy à Pascal Bruckner, d'Alain Finkielkraut à Élisabeth Lévy, de Jean Raspail à Jean Sévillia, de Jean Tulard à Éric Zemmour.

autres vieilleries... La prétendue « pensée unique » semble à présent bien isolée... La pensée réactionnaire a triomphé.

Maelström médiatique

Force est de constater que, dans ce champ « médiatico-intellectuel », les universitaires engagés ont presque disparu. Non seulement parce qu'ils sont mal perçus au cœur de l'académie, mais aussi parce que ceux, rares, qui apparaissent sont la cible d'un tir groupé contre les « sociologues » ou les « sciences sociales » en général. Le plus souvent, les publications en sciences sociales passent inaperçues : trop complexes, pas assez vendeuses... Une exception cependant dans l'invisibilité généralisée : l'ouvrage d'Hugues Lagrange, *Le Dénî des cultures*.

De fait, le livre d'Hugues Lagrange a connu un accueil exceptionnel et, pour tout dire, incompréhensible au vu de sa seule valeur scientifique intrinsèque. David Pujadas en a fait un thème du journal de France 2 du 16 septembre 2010, l'ouvrage a été en « une » du *Monde*, puis de nombreux autres quotidiens et hebdomadaires lui ont consacré des dizaines de pages.

Pourquoi une telle réception ? D'abord, parce que l'auteur se livre à une analyse des « prédispositions » à la délinquance de certains groupes ethniques, expliquant que les originaires d'Afrique subsaharienne seraient les plus exposés en raison d'organisations familiales et de représentations culturelles spécifiques. Hugues Lagrange n'est certes pas raciste, mais son hypothèse a l'immense mérite de confirmer des croyances désormais ancrées, en particulier dans l'espace médiatique, selon lesquelles les populations postcoloniales seraient criminogènes. Des journalistes tels

que Luc Bronner¹ – « spécialiste des banlieues » au *Monde* et depuis longtemps convaincu que les liens entre immigration et délinquance s'éclairent par les différences de cultures – se sont faits les traducteurs enthousiastes des thèses d'Hugues Lagrange...

De toute évidence, l'ouvrage répondait à une attente. Des universitaires se sont élevés contre sa méthodologie, la taille réduite de son échantillon local, son « culturalisme » à courte vue et ses conclusions². Mais qui les a entendus ? Hugues Lagrange serait-il le nouveau Georges Mauco, ce démographe qui théorisa dans les années 1930 l'exclusion des « indésirables », exotiques ou juifs³ ?

Dans la ferveur médiatique portant aux nues l'ouvrage d'Hugues Lagrange, seule demeure la conviction que les immigrés postcoloniaux sont des délinquants en puissance. On ne peut par ailleurs éluder le rôle, dans ce maelström, du système médiatique tel qu'il s'est développé depuis une quinzaine d'années. L'apparition des chaînes d'information en continu et la course à l'audience ont conduit à créer une arène gouvernée par la nécessité de recueillir les « phrases-chocs », les propos rapides relevant du « sens commun », au détriment de toute réflexion dialogique et en profondeur.

Ce système a sans doute facilité la disparition médiatique des intellectuels critiques au profit des bateleurs de foire. Mais, non contents de monopoliser les micros, ces derniers poursuivent de leur vindicte les chercheurs de terrain qui osent affirmer que la connaissance du réel n'est pas l'idéologie, quand bien même celle-ci prétend à la défense

-
- 1 Luc Bronner et devenu, en juin 2015, avec Arnaud Leparmentier et Cécile Prieur, l'un des directeurs adjoints des rédactions du journal *Le Monde*.
 - 2 Didier FASSIN et Éric FASSIN, « Misère du culturalisme », *Le Monde*, 29 septembre 2010.
 - 3 Élisabeth ROUDINESCO, « Georges Mauco (1899-1988) : un psychanalyste au service de Vichy. De l'antisémitisme à la psychopédagogie », *L'Infini*, n° 51, automne 1995.

des Lumières dans le ciel des idées. Ainsi des diatribes récurrentes contre la sociologie proférées par Éric Zemmour ou Philippe Val dans son dernier ouvrage¹. L'ignorance revendiquée autorise à déverser des flots de haine sur les « jeunes de banlieue » sans avoir jamais mis les pieds dans un quartier populaire ou mené la moindre étude sérieuse.

Dans un pays qui se targue d'être la République des lettres, comment un académicien ou un journaliste peuvent-ils se permettre d'écrire n'importe quoi, la « critique » les célébrer et le public suivre docilement ? De fait, l'imposture médiatique a détruit l'espace public de confrontation des idées. Pour prendre la mesure de ce mouvement qui va s'amplifiant, nous nous saisissons de deux exemples. Un homme et une idée.

L'homme, c'est Éric Zemmour. Il est l'un des auteurs qui a le plus contribué par son exposition médiatique, sinon par ses idées, à la popularisation des thèses du Grand Repli. Son ouvrage *Le Suicide français*² est un phénomène de librairie. Son propos ? « La France se couche, la France se meurt. » Et à qui la faute ? Aux élites multiculturalistes héritières de mai 1968 qui auraient déconstruit en quarante ans l'œuvre édifiée au fil des siècles. Il s'agirait donc aujourd'hui de « déconstruire les déconstructeurs ». Journaliste promu par des émissions de variétés, Éric Zemmour s'est en effet peu à peu convaincu qu'il était un penseur. Dans une longue marche vers la droite extrême, avant de prétendre réhabiliter le régime collaborationniste de Vichy, il s'est d'abord employé à rétablir la « vérité sur les races », après avoir « remis à leur place » les femmes. À l'éditorialiste Rokhaya Diallo qui l'interpelle³, il explique que les « races » se distinguent par la « couleur de la peau » et, joignant l'exemple à la

1 Philippe VAL, *Malaise dans l'inculture*, op. cit.

2 Albin Michel, Paris, 2014.

3 Arte, 13 novembre 2008.

théorie, affirme « J'appartiens à la race blanche, vous appartenez à la race noire ». La question de la race est manifeste lorsqu'il évoque sa hantise : l'immigration. Celle-ci est dans ses propos liée à l'insécurité. Ainsi en est-il de sa déclaration du 6 mars 2010 sur Canal + qui lui vaut sa première condamnation judiciaire : « Pourquoi on est contrôlé dix-sept fois ? Pourquoi ? Parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes, c'est comme ça, c'est un fait. »

Les propos outranciers qui pouvaient passer pour des provocations pour rester sous les feux de la rampe se sont multipliés tout au long des années 2000. Éric Zemmour se prend pour un chevalier blanc. Il dénonce, le 6 mai 2014, les « bandes de Tchétchènes, de Roms, de Kosovars, de Maghrébins, d'Africains, qui dévalisent, violentent ou dépouillent. [...] Une population française sidérée et prostrée crie sa fureur, mais celle-ci se perd dans le vide intermédiaire des statistiques ». Comment réagir ? La première solution, la plus « humaine », avait été fournie par l'intéressé dès octobre 2013 sur I>TV : fermer totalement les frontières, ne plus accueillir d'« immigration, même régulée ». L'autre solution est plus radicale. Dans une interview accordée à un journal italien en octobre 2014, le polémiste évoque une possible « déportation » des musulmans en réponse à une question très orientée :

Je sais, c'est irréaliste mais l'histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 que un million de pieds-noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France [...]. Je pense que nous nous dirigeons vers le chaos. Cette situation d'un peuple dans le peuple, des musulmans dans le peuple français, nous conduira au chaos et à la guerre civile ¹.

1 *Corriere della Serra*, 30 octobre 2014, mais connu en France depuis un post sur le blog de Jean-Luc Mélenchon du 15 décembre 2014.

Voici, une nouvelle fois, la référence au passé colonial et, cette fois-ci, à la fin du processus de décolonisation au Maghreb.

Le « grand remplacement »

L'annonce d'une guerre civile est implicite dans la théorie du « grand remplacement » énoncée par Renaud Camus en 2010. Cette théorie, qui fait désormais florès, désigne un processus culturel – le déclin des « valeurs occidentales » au profit de l'islam – et biologique – le « grand remplacement » de la population française blanche sous les coups de boutoir des immigrations postcoloniales. La complicité des élites intellectuelles et politiques de gauche – cosmopolites et internationalistes par culture – et parfois de droite – dévouées par intérêt à l'extension d'une mondialisation capitaliste favorisant l'immigration – aurait encouragé ce processus qui menacerait désormais l'identité même de la France.

Cette thèse est extrême – et si simpliste qu'elle est accessible à tous – en ce qu'elle valide une définition raciale de la nation. Ses tenants se livrent à un calcul délirant. D'une part, ils comptabilisent comme étrangères les populations nées en France, négligeant de fait tous les indicateurs sociologiques qui témoignent de l'intégration culturelle – multiplication des couples mixtes, hausse continue du niveau d'études. D'autre part, ils semblent ignorer que la proportion des résidents étrangers dans notre pays (11 %) est dans la moyenne européenne. Cette théorie postule donc que la France aurait une sorte de « socle biologique » stable, récemment mis en péril par la « démographie galopante des exotiques ». Or les études démographiques montrent que, depuis le XVIII^e siècle au moins, la population française est le produit de constants mélanges, y compris extra-européens.

On serait donc bien en peine de tracer les frontières d'un « substrat biologique » français... comme s'y sont cassé les dents les anthropologues et démographes racistes de l'entre-deux-guerres. L'inanité de la théorie n'a pas nui à son succès. Elle est désormais reprise dans l'espace médiatique. Bien sûr, le « parti de l'innocence » de Renaud Camus en a fait son cheval de bataille, tandis que la blogosphère d'extrême droite prétend mettre en place des observatoires du « grand remplacement ».

Rien d'étonnant pour une théorie conceptualisée par les néonazis allemands dès la fin des années 1950. Mais cette inquiétude de la submersion s'est étendue dans des sphères beaucoup plus larges. Outre Éric Zemmour, des journaux comme *Causeur* ou *Valeurs actuelles*, des éditorialistes tels François d'Orcival (*Valeurs actuelles*) ou Ivan Rioufol (*Le Figaro*), des figures de la droite de l'UMP reprennent à leur compte l'expression « grand remplacement ». Et, si tous ne font pas référence au « grand remplacement » de la « race blanche », tous sont fédérés par une révolulsion pulsionnelle face à l'islam et aux « racailles de banlieue ».

Les animateurs du Grand Repli ont-ils gagné ? L'histoire n'est pas écrite, mais nous sommes obligés de constater qu'ils disposent désormais d'un soutien important dans l'opinion. Comme nous l'avons vu, l'essor des immigrations extra-européennes, dans le contexte de profonde crise économique, sociale et morale que nous traversons, offre un support idéal aux théoriciens d'extrême droite pour nourrir les angoisses anthropologiques provoquées par la nouvelle visibilité d'une France postcoloniale.

Tel est l'aboutissement logique du Grand Repli. En dehors de toute rationalité sociale ou économique, la perspective ouverte par les idéologues du « parler vrai » et du réarmement identitaire contre la multiculturalité contemporaine nous emmène sinon vers la guerre civile, du moins vers la répression et l'exclusion de pans entiers de la

Le repli

population hexagonale, avec comme rêve absurde leur expulsion du sol de France comme l'ont été les Européens d'Algérie ou d'Indochine. Sans projet sur ces questions, voyant fuir ses électeurs, la gauche s'accroche à des valeurs réputées solides – la République, l'égalité devant la loi, un antiracisme de façade. En passant par pertes et profits tout bilan de la période coloniale et de ses conséquences contemporaines.